Questions orales

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, la question est beaucoup plus simple que cela. Il s'agit essentiellement de savoir si nous compromettons la sécurité des approvisionnements en énergie du Canada. C'est au Cabinet qu'il incombe de trancher.

Plus précisément, je demande au ministre de s'engager à ce que, avant de prendre une décision, le gouvernement fasse connaître publiquement, à la Chambre, des chiffres sur le niveau des réserves et que, avant d'approuver des permis ou des licences d'exportation, il prouve qu'il y a des réserves suffisantes pour les Canadiens et qu'elles ne seront pas compromises par la construction du pipeline demandé?

• (1420)

M. Epp: Monsieur le Président, le député et moi-même savons que le Cabinet doit approuver les licences visant l'exportation.

M. Gauthier: C'est un point de contact bien tenu.

M. Epp: Le whip parle de point de contact, je suis sûr qu'il en cherche un lui-même tous les jours.

Je disais donc que le Cabinet devra étudier la demande de licences d'exportation. J'ajoute, à l'intention du député, que l'ONE a le mandat de tenir compte du niveau des réserves et d'examiner les demandes qui lui sont présentées.

Par ailleurs, le député devrait être plus circonspect dans ses évaluations parce que toute la situation remonte à l'époque du Programme énergétique national. Le principe de base de ce programme était que, si les ressources étaient gardées sous terre, nous avons les réserves pour assurer l'approvisionnement du Canada en gaz pendant 25 ans.

Je crois que tous les députés admettront que le meilleur moyen d'augmenter le niveau de nos réserves en pétrole et en gaz consiste à accroître l'activité dans le secteur, c'est-à-dire à produire les liquidités nécessaires pour effectuer davantage d'exploration et pour ajouter à nos réserves.

Ce que je suis en train de dire au député, c'est que le plan du PEN ne permettait pas d'accroître nos réserves. Il nous donnait cependant un faux sentiment de sécurité. Il ne permettait pas de constituer les réserves que nous avons maintenant.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, nous ne parlons pas du PEN. Nous parlons de l'ONE et de la décision de délivrer un permis d'exporta-

tion susceptible de compromettre la sécurité de nos approvisionnements.

Le ministre sait très bien qu'à cause de l'Accord de libre-échange, toute exportation, dont les 9,2 billions de pieds cubes en question, ferait passer nos exportations vers les États-Unis à près de 60 p. 100 de nos réserves normales.

Trouve-t-il que c'est une bonne façon de défendre les intérêts de notre pays que de céder, à perpétuité, 60 p 100 de nos réserves en gaz naturel à un autre pays? Est-ce bien cela défendre la sécurité de nos approvisionnements et les intérêts des Canadiens?

M. Epp: Monsieur le Président, je connais les moyens à prendre pour renforcer la sécurité de nos approvisionnements. D'une part, il faut favoriser l'exploitation des gisements gaziers et pétroliers. D'autre part, il faut que ceux qui font de la prospection y trouvent leur compte. Enfin, en ce qui concerne la signature de contrats à long terme, les Canadiens devront s'assurer qu'ils ont bel et bien accès à cette ressource.

Si le député se donne la peine d'examiner le permis d'exportation en question, il verra que l'ONE a établi certaines conditions préalables à l'obtention d'un contrat d'exportation vers les États-Unis, à savoir que les Canadiens doivent avoir accès à la fois aux renseignements concernant ce contrat et au gaz naturel. Je lui rappelle donc que, à mon avis, c'est le marché qui nous garantit le mieux le bon fonctionnement de ce secteur. Il donne les meilleurs résultats avec les conditions que l'ONE a prévues sur le permis d'exportation en question.

Finalement, le député devrait savoir qu'il n'y aura pas d'exportation sans la présentation d'une demande de construction d'un pipeline. Or, il en sera question et l'ONE examinera certes les conditions qui doivent être respectées pour protéger la sécurité de nos approvisionnements.

Le député devrait comprendre, comme nous tous, que nous ne pouvons pas continuer à faire de la prospection et des relevés pendant des années sans produire le gaz nécessaire pour obtenir les liquidités dont nous avons besoin.

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, j'adresse ma question au vice-premier ministre. Le premier ministre a affirmé à maintes reprises qu'on ne prendra aucune initiative économique majeure tant que le gouvernement n'aura pas une évaluation environnementale complète.